

# Et si la violence arrivait jusqu'à nous?

Par Jacinthe LAFOREST

Un peu plus d'une semaine seulement après la fusillade dans une école secondaire du Colorado, voici que le scénario se reproduit, cette fois, dans une de nos écoles canadiennes, dans une région rurale de l'Alberta. Si l'on croyait encore que nos «valeurs canadiennes» nous tenaient à l'abri d'assauts de ce genre, les illusions sont maintenant tombées.

Quelles sont les chances qu'un tel événement se produise dans nos écoles ici à l'Î.-P.-É.? Le seul fait de poser la question est y répondre. Ce qu'il faut c'est ne prendre aucune chance.

Jéudi matin de la semaine dernière, alors que les nouvelles rapportaient une nouvelle fusillade, cette fois en Alberta, LA VOIX ACADIENNE a rejoint Bernice Arsenault, conseillère en orientation à l'école Évangéline. «Ce matin, les premiers élèves que je rencontrais, des 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> années, m'ont demandé s'ils pouvaient parler de l'événement avec moi. C'est sûr que cela les dérange. C'est eux qui voulaient en parler» dit-elle.

Des jeunes de leur âge, commencent des gestes de violence et de révolte contre la société, contre leur petite société personnelle mais aussi contre eux-mêmes. Une vague de suicide secoue les écoles secondaires dans la région de Moncton.

Comme tous ces actes se produisent en milieu scolaire, il semble évident de chercher la solution à l'école. À l'école Évangéline, par exemple, les habiletés de résolution de conflits sont intégrées dans les cours de formation personnelle et sociale pour les 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> années. Au niveau des 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> années, ces habiletés sont intégrées au cours de valeurs humaines, qui est un cours optionnel.

«Au niveau élémentaire, on est à la recherche d'un programme

## Extrait de l'ébauche de la politique

La politique est au stade de l'ébauche, car elle n'est pas encore adoptée définitivement. Par contre, pour le bénéfice de nos lecteurs et lectrices, voici un énoncé de la politique et les principes de base qu'on a assujettis.

### Énoncé de politique

La Commission scolaire de langue française s'engage à offrir à tous les élèves un milieu d'apprentissage sécuritaire. La Commission scolaire de langue française ne tolère aucunement les mauvais traitements contre les élèves de la part d'adultes. Chaque personne a une valeur intrinsèque et doit être traitée avec respect et dignité.

### Principes de base

- 1 Les élèves ont droit à un milieu sécuritaire;
- 1 tout employé de la Commission scolaire de langue française se trouve en position de confiance par rapport aux élèves;
- 1 tout mauvais traitement nuit à l'apprentissage de l'élève;
- 1 le mauvais traitement peut avoir des effets néfastes sur le bien-être physique, mental, social ou affectif des élèves;
- 1 certains mauvais traitements sont des infractions au code criminel;
- 1 il faut considérer les mauvais traitements comme étant destructifs, susceptibles d'avoir de graves répercussions sur les individus et sur l'ensemble du système scolaire;
- l'éducation constitue la mesure préventive la plus efficace pour contrer les mauvais traitements;
- 1 les élèves apprennent mieux lorsqu'ils ont une image positive de soi en tant qu'individu et apprenant;
- 1 chaque élève a droit à un traitement juste et équitable.

d'habiletés sociales qu'on pourrait enseigner. Avant cela, une bonne partie, de ce programme était couvert par le cours de catéchèse, qui n'est plus enseigné maintenant» dit Bernice Arsenault, conseillère en orientation.

Depuis peu, elle a entrepris de travailler avec des élèves de la 6<sup>e</sup> à la 12<sup>e</sup> année, pour les aider à «voir les problèmes et plus important encore, à y trouver des solutions». Elle explique qu'il est important d'amener les jeunes à identifier les vraies causes d'une situation problématique, et de leur faire comprendre «qu'ils font partie de la solution», dit-elle.

D'autre part, la Commission scolaire de langue française, qui gère les deux écoles françaises dans la province, s'appête à

adopter et à mettre en application la première d'une série de politiques visant à rendre le milieu scolaire plus, sécuritaire.

«Notre prochaine réunion est le mardi 11 mai. Nous nous attendons d'adopter cette politique en troisième lecture» explique Gabriel Arsenault, directeur général de la Commission scolaire. La politique a pour titre «Politique pour la protection des élèves de la Commission scolaire de langue française contre les mauvais traitements de la part d'adultes».

Gabriel Arsenault estime qu'il pourrait y avoir trois politiques sur la sécurité au total. Celle-ci, qui traite des relations adultes/élèves, une autre qui régirait les relations adultes/adultes et une troisième qui parlerait des rela-

tions élèves/élèves.

«Nous avons consulté le personnel de la Commission scolaire sur la première politique et en général, elle a été très bien accueillie» dit Gabriel Arsenault.

Bernice Arsenault confirme que d'avoir des politiques sur la sécurité a «autant de bon sens que d'avoir un plan d'évacuation en cas d'incendie».

Justement, selon Gabriel Arsenault, les événements récents au Colorado et plus près de nous en Alberta mettent «tous les gens aux aguets. Nous avons un plan de sécurité à l'intérieur de nos écoles mais il va être révisé. Les événements récents nous font réfléchir et nous font voir l'urgence d'agir» dit-il.

La toute première politique sur la sécurité contient toute une série d'annexes et même, un formulaire de plaintes, que les jeunes peuvent remplir, ou un témoin ou le parent de l'élève.

«On espère que ces formulaires ne seront jamais utilisés, mais ils sont là, si on en a besoin» dit Gabriel Arsenault.

### Mise à jour

de dernière minute

Cet article a été écrit le jeudi 29 avril. Le 30 avril, les journaux de l'Î.-P.-É. rapportaient que le 29 avril, on avait évacué l'école secondaire et intermédiaire de Kensington après qu'un élève ait menacé d'y placer une bombe. Après l'arrestation de l'élève, on a trouvé des plans de l'école mais aucune arme ni explosif d'aucune sorte.

Puis, vendredi après-midi, lors de l'assemblée annuelle de l'Association des enseignants et enseignantes de langue française, Gabriel Arsenault a dirigé une discussion avec ses collègues, pour leur permettre d'exprimer leurs idées et leurs préoccupations par rapport à la question. «Le stress a monté d'une coche» dit-il. ★

# Des jeunes relèvent le Défi de l'affiche



(J.L.) Chaque année, le comité des Fêtes du Canada de l'Île-du-Prince-Édouard lance un défi aux élèves de la province, qui sont invités à faire un dessin représentant leur pays. Des prix sont accordés dans chaque province du Canada et un gagnant national est sélectionné par la suite.

Jeudi dernier, le comité des

Fêtes du Canada a annoncé-les noms des gagnants pour l'Île-du-Prince-Édouard. Sur la photo, on voit Kamille Cormier, 9 ans, de Cap-Egmont, qui a mérité une mention honorable pour son dessin, James Dunns, président du comité des Fêtes Canada, qui remet symboliquement à la gagnante provinciale, Raylyn Yu,

le prix qui revient à son école, c'est-à-dire un ordinateur. On voit ensuite Anthony Yu (devant), gagnant d'une mention honorable, Daniel Yu, 9 ans (2<sup>e</sup> rang), gagnant du troisième prix et Nicole Yu (derrière), gagnante du deuxième prix. Ils sont tous de la même famille. ★

# Le président de l'Assemblée des aînés francophones nous visite

Par Jacinthe **LAFOREST**

Après une vie professionnelle diversifiée, allant du domaine privé au domaine public, incluant une carrière en politique manitobaine pendant huit ans, années au cours desquelles il a mené plusieurs portefeuilles comme ministre, René Toupin a pris la tête de l'Assemblée des aînés et aînées francophones du Canada.

Mercredi dernier, il assistait à la réunion annuelle des Francophones, de l'âge d'or de l'Île-du-Prince-Edouard, à Abram-Village. L'Assemblée regroupe soit directement ou soit par le biais d'organismes comme celui de l'Île, pas moins de 450 000 Canadiens et Canadiennes aînés d'expression française des 10 provinces et des trois territoires. Ici à l'Île, Les Francophones de l'âge d'or comptent 201 membres. «Nous nous étions fixés l'objectif d'avoir 199 membres en 1999 et nous avons dépassé notre objectif» a dit fièrement Berthe Blanchard, la présidente provinciale.

Père de famille et grand-père, René Toupin a à cœur de voir la vie s'améliorer pour les jeunes. «Nous avons beaucoup d'expérience que nous pouvons mettre au service des jeunes, pour les aider dans différents domaines» dit-il, parlant du projet «la jeunesse et le monde des affaires», qui vise à jumeler des jeunes ayant besoin d'une porte d'entrée sur le monde du travail et des retraités ou des préretraités, qui voudraient prendre un «apprenti» sous leurs ailes et l'aider à améliorer ses chances de réussir sa vie.

«Vous savez, c'est bon de se donner du temps, mais c'est aussi bon de donner du temps aux autres. Cela nous aide à surmonter nos propres difficultés parfois». René Toupin sait ce dont il parle puisqu'il se bat contre un 'cancer depuis six ans. Cela ne l'a pas empêché l'an dernier, d'aider une jeune femme à se trouver un emploi, en l'aidant à acquérir des compétences nécessaires.

Le projet «La jeunesse et le monde des affaires» devrait être mis sur pied dans deux régions de l'Île, soit dans la région Évangéline et dans la région de la capitale.



*Le président de l'Assemblée des aînées et des aînés du Canada, René Toupin (au centre), natif du Manitoba, est entouré de Maria Bernard (à gauche), qui sera la représentante de l'Île à l'Assemblée et Berthe Blanchard, présidente provinciale. ★*



# Vivre en action

## Les activités que l'on aime au Canada

*L'Institut est le spécialiste de la recherche sur la vie active*

Les activités physiques que les Canadiens et Canadiennes mentionnent le plus sont toujours la marche et le jardinage, d'après le Sondage indicateur de l'activité physique en 1997 mené par l'Institut canadien de la recherche sur la condition physique et le mode de vie. Au moins les trois quarts des personnes interrogées ont dit que la marche et le jardinage étaient des activités auxquelles elles s'étaient livrées l'année précédente.

Environ la moitié des 1 875 Canadiens et Canadiennes de plus de 18 ans qui ont pris part à ce sondage téléphonique ont également mentionné la natation, les exercices à la maison, la danse sociale et la bicyclette. Par ailleurs, 25 à 30 pour cent des répondants ont cité les quilles, le patinage, le jogging ou la course à pied, les poids et haltères, le golf -et le baseball ou le softball.

De plus, 10 à 20 pour cent des répondants ont dit qu'ils avaient suivi des cours d'exercices ou d'exercices aérobies ou qu'ils

s'étaient adonnés au ski fond, au tennis, au basket-ball, au volley-ball, au patinage sur roues alignées, à la gymnastique, au hockey sur glace ou au soccer. Moins de 10 pour cent ont mentionné le yoga ou le tai-chi, la danse (comme le ballet ou la danse en ligne), le football, le racquetball, le squash ou la planche à neige.

Parmi les hommes comme parmi les femmes, la marche, le jardinage, la natation, les exercices à la maison, la danse sociale et la bicyclette sont les six premières activités au classement. Toutefois, les hommes et les femmes ont tendance à pratiquer des activités de types différents. Un plus grand nombre de femmes que d'hommes se livrent à des activités telles que la marche, les exercices à la maison, la danse sociale et les cours d'exercices ou d'exercices aérobies alors que, dans leurs réponses, les hommes font plus souvent part d'activités telles que la bicyclette, le jogging, les poids et haltères, le golf,

le badminton, le ski alpin, le tennis et des sports d'équipe, comme le baseball, le basket-ball, le volley-ball, le hockey, le soccer et le football. Pour les sports d'équipe, il y a des différences importantes, les hommes ayant deux à dix fois plus tendance que les femmes à choisir ces activités.

Entre autres résultats, ce sondage de l'Institut a également mis en évidence qu'environ les deux tiers des gens au Canada ne font pas suffisamment d'activité physique pour en tirer des bienfaits sur le plan de la santé. Toutefois, bon nombre de personnes ne sont pas loin d'y arriver. En s'efforçant d'augmenter la fréquence, la durée ou l'intensité des activités qu'ils pratiquent, les gens se rapprocheront des recommandations visant la santé présentées dans le Guide d'activité physique canadien pour une vie active saine. ★

*Cet article vous est présenté par l'Institut canadien de la recherche sur la condition physique et le mode de vie en collaboration avec **participACTION**.*



# Waste Watch honore une entreprise .

(J.L.) La Commission de gestion des déchets Waste Watch a profité de la Journée de la Terre, le jeudi 22 avril, pour remettre à l'entreprise Crockett's Quality Jewellers un prix pour récompenser son travail dans le domaine de la gestion des déchets.

Sur la photo, on voit David Boyce, membre de la Commission, qui remet le prix à Lynn Nicholson, propriétaire gérante de l'entreprise située sur la rue Water à Summerside. ★



# L'adressage physique pour le système 911 est rendu à Summerside



Un représentant de Eastcan, la compagnie qui a obtenu le contrat de l'adressage physique en vue d'implanter le 911, est en conversation avec la députée de Summerside/St. Eleanor, Nancy Guptill, Greg Deighan, député de Wilmot/Summerside et Brent Gallant, conseiller de la ville de Summerside. (Photo : Courtoisie du laboratoire provincial)

Le gouvernement de l'Î.-P.-É. a entamé la deuxième étape de son projet 911 en collaboration avec la ville de Summerside. Il s'agit de faire la vérification des adresses physiques sur le territoire de la ville en vue de la mise en oeuvre du système d'intervention d'urgence 911 prévue pour le mois de juillet 2000.

Le processus d'adressage physique dans la ville de Summerside s'inscrit dans un programme d'activités qui compte déjà la vérification des adresses physiques à Stratford, à Emyvale et à Charlottetown.

Le système de repérage des adresses physiques est à la base du système 911 parce qu'il permet aux prestataires de services d'urgence de localiser rapidement et efficacement une propriété en particulier en fournissant le nom et l'adresse physique de l'appelant.

Le système d'intervention d'urgence 911 vise à améliorer l'acheminement des appels d'urgence aux fournisseurs de services d'urgence et à localiser la provenance des appels de détresse.

Amand Arsenault, coordonnateur provincial du projet 911, mentionne que la plupart des propriétés à Summerside ont déjà un numéro de voirie, il suffit de les vérifier. «Pendant le processus de vérification, les résidents remarqueront un véhicule identifié qui sillonnera les rues de Summerside. Ce véhicule est équipé d'un système GPS de pointe (système de positionnement global) qui nous permet de passer à travers certaines étapes du processus d'adressage physique de façon plus rapide», dit-il précisant qu'en temps et lieu, les numéros de voirie vérifiés serviront à créer une «adresse 911» pour chacune des propriétés de la ville - une étape vitale de la mise en oeuvre du système 911.

Le système d'adresse physique actuel à Summerside servira à créer les adresses 911. «Nous travaillons en étroite collaboration avec les planificateurs urbains afin de repérer les noms de rues utilisés en

double qui devront être changés pour assurer la sécurité publique. Une fois que la vérification initiale des adresses physiques à Summerside sera complétée, nous serons en mesure de savoir quels noms sont utilisés en double ou quels noms ont une consonance semblable.»

M. Arsenault souligne qu'à ce moment-là, la ville décidera des noms qui doivent changer. Si des changements sont nécessaires, les résidents auront l'occasion de participer à la sélection des nouveaux noms de rues. «C'est très important d'éliminer tout risque de confusion lorsqu'on organise un système d'adressage physique et d'intervention d'urgence,» a conclu M. Arsenault.

Cette étape de la mise en oeuvre du système 911 est un projet conjoint qui rassemble des représentants du service de police municipale, des services d'incendie et du département de la planification de la ville de Summerside. Ces personnes ont travaillé de près avec l'équipe du 911 pour organiser la mise en oeuvre du système d'intervention d'urgence. Il est important de rappeler aux résidents que leur numéro de voirie doit être bien affiché et qu'il doit être visible du bord de la rue. Les propriétaires devraient s'assurer que : les chiffres sont faits de matériel réfléchissant; la couleur des chiffres contraste avec la couleur de l'affiche; l'affiche est placée sous une lumière extérieure; les chiffres sont assez gros pour qu'on les voit de loin (bord de la rue).

Les résidents qui n'ont pas de numéro de voirie ou qui ne savent pas de quoi il s'agit doivent téléphoner à l'hôtel de ville en composant le 432-1262.

L'équipe du 911, de concert avec la ville Summerside, tient à souligner l'importance de ce projet provincial parce que «Si on ne peut vous trouver, on ne peut vous aider».

Pour de plus amples renseignements sur le système d'intervention d'urgence 911, composez sans frais le 1-877-257-4911. ★

# Le Bicentenaire de Tignish

17994999

(Bernard)

**\*Par un beau matin d'octobre 1799, huit familles acadiennes établies à Malpègue décidèrent de prendre toutes leurs possessions, embarquèrent dans leur canots (radeaux) et longèrent la côte jusqu'au nord-ouest de l'île et débarquèrent dans la végétation de ce qui est appelé aujourd'hui «la Green». Au printemps de l'année suivante, quatre autres familles les rejoignirent et là, ils tournèrent une page dans l'histoire des Acadiens de l'île-du-Prince-Édouard et fondèrent Tignish.\***

Cette année, à l'occasion du bicentenaire de Tignish, «LA VOIX ACADIENNE») en collaboration avec le secteur acadien du bicentenaire de Tignish vous invite à lire les articles sur les fondateurs de Tignish qui paraîtront dans le journal régulièrement. Nous passerons en revue chaque famille, à tour de rôle, et essaierons de vous faire un portrait de ces vaillants pionniers acadiens. De plus, nous vous informerons sur les réunions des familles fondatrices qui auront lieu cette été à Tignish.

## D'où vient le nom Bernard :

Le nom Bernard voulant dire «fort comme un ours» par certains historiens, aurait apparu avec à Beauvoir-sur-Mer, en Vendée France. Né en 1620, André Bernard, maçon, est engagé en 1641 pour aller servir en l'habitation du Sieur Charles de Latour. Il est épargné par Daulnay en 1645 lors de la reddition du fort de la rivière Saint Jean et il signe l'attestation. Il est vraisemblablement le père de Jeanné Bernard, née vers 1643, mariée à Guyon Chiasson; de Marie Bernard, née vers 1645, mariée à René Landry; de René Bernard; de Nicolas Bernard, né en 1662; René Bernard, né en 1663.

## Un peu de généalogie :

Grégoire Bernard arriva à Tignish vers octobre 1799.

**Grégoire était marié à Judith Chiasson et ils avaient sept enfants :**

Amable (17 mai 1804) marié à Marie Arsenault vers 1836 (neuf enfants).

Charlotte mariée à Sylvain Brun le 27 octobre 1845 (1 enfant, probablement plus); Fidèle marié à Céleste Poirier (16 enfants, un mort jeune); Hilarion marié d'abord à Isabelle Doucet (2 enfants) et ensuite à Judith Maillet (4

enfants); Jean marié à Henbriette Gaudet (4 enfants, trois célibataires); Joseph marié à Édresse Arsenault (7 enfants); Marie mariée à Rufin Richard (12 enfants dont un s'est marié 5 fois).

## La réunion de famille :

La réunion des Bernard se tiendra à Tignish du 27 au 29 août 1999.

Au cours de cette fin de semaine, les activités suivantes se dérouleront:

- 1 réception au restaurant Cousins
- 1 journée commémorative pour les Anciens combattants de la guerre nommés Bernard
- 1 carrousel de la Gendarmerie royale du Canada
- 1 présentation historique et session généalogique
- 1 marché aux puces dans le stationnement de la patinoire de Tignish
- 1 danse
- 1 messe du dimanche
- 1 déjeuner léger
- 1 journée familiale sur la côte de Tignish
- 1 spectacle du dimanche en plein air

Les membres du comité organisateur de la réunion des Bernard sont : Donna Pitre, Soeur Hermine Bernard, Nancy Bernard, Phyllis Bernard et Austin Bernard. Tout le monde est invité à participer, même si vous n'êtes pas de souche des Bernard. Les frais d'inscription pour toutes ces activités sont de 10 \$ par personne ou 25 \$ par famille. Les formulaires d'inscription sont disponibles au bureau du comité régional S.-E.-Perrey (SSTA) à Tignish.

C.P. 249, Tignish  
COB 2B0  
tél. : (902) 882-3600  
télécopieur : (902) 882-3693  
courriel : seperrey@auracom.com

## Un personnage des Bernard :



Né le 27 mars 1881, \*Joseph Alphonse Bernard a eu une vie remarquable et remplie de succès.

Il épousa Zoé Marie Chiasson le 21 septembre 1909 et de 1910 à 1928 ils eurent 17 enfants (8 filles et 9 garçons). Descendant direct de Grégoire Bernard, fondateur de Tignish, monsieur Joseph Alphonse Bernard il fit ses études à Tignish et Charlottetown. Très jeune, il était voué au succès et cela apparaissait dans beaucoup d'activités sportives. Fils de Théodore Bernard et Anne Poirier, il a été marchand et partenaire dans la firme «Morris et Bernard» connu dans toute l'Île-du-Prince-Édouard et plus spécialement à Prince-Ouest. Tôt dans sa vie, Joseph Alphonse Bernard prit une part active dans la politique et éventuellement sera élu à la législature provinciale en 1943 comme membre libéral du premier district de Prince. Il garda son siège jusqu'en 1945 ou il fut appointé comme lieutenant gouverneur de l'Île-du-Prince-Édouard jusqu'en 1950. Membre au quatrième degré des «Chevaliers de Colomb», il était très actif dans les affaires de l'église romaine catholique. Monsieur Joseph Alphonse Bernard s'est éteint le 7 septembre 1962 à l'âge de 82 ans. Pour des générations à venir, il servira comme inspiration et détermination aux jeunes Acadiennes et Acadiens dans le monde entier.

## Pouvez-vous nous aider :

Nous cherchons les épouses et époux des enfants de Théodore Bernard né le 9 novembre 1840, fils de Fidèle Bernard et Céleste Poirier, marié à Anne Poirier le 2 février 1869. Les noms des enfants sont; Marguerite Angelina (20 janvier 1870), John Henri (15 mai 1871), Mary Francis (18 août 1875), Joséphine (18 juin 1877), Clara Winfried (22 avril 1879), \*John Alphonsus (27 mars 1881), Joseph W. Stanley (17 janvier 1883), Mary Veronica (30 septembre 1884) et Mary Alvina (14 août 1886).

Si vous avez ou voulez de l'information sur les différents sujets traités dans cette article, s'il vous plaît faire parvenir votre demande au bureau du comité régional Rév. S.-E.-Perrey à Tignish à l'adresse mentionnée plus haut. ★

**NDLR :** Nous vous présentons la cinquième d'une série de chroniques dans le cadre du projet «La lecture, un choix santé!» Nous vous proposons la lecture d'information sur divers pays, qui participeront au Sommet de la Francophonie à l'automne 99 à Moncton. Les partenaires du projet sont : le Conseil communautaire Évangéline, la Société éducative de l'Î.-P.-É., la Bibliothèque publique d'Abram-Village, la Coalition Enfants en premier, le Centre de santé communautaire Évangéline, la Section française des troubles d'apprentissage, La Voix acadienne, le Centre préscolaire Évangéline et le gouvernement de l'Î.-P.-É.

# Liban

Le drapeau libanais comporte deux bandes rouges au haut et au bas, ainsi qu'une bande centrale blanche. On retrouve au centre de celle-ci le cèdre libanais.

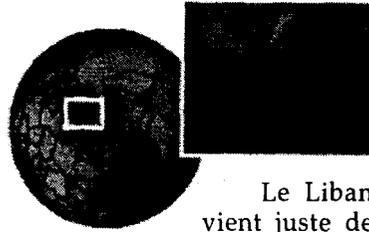
Jeune pays au long passé, le Liban a subi tout au long de son existence des influences diverses qui se sont avérées autant profitable que néfastes. En effet, le Liban moderne (créé en 1943) est un territoire ancien doté d'une histoire complexe et tumultueuse. Situé aux croisées des Empires, c'est un pays qui, au cours des siècles, a été témoin du



passage des commerçants, des voyageurs et, malheureusement des soldats.

Le Liban traîne avec lui une histoire riche de civilisations et de cultures diverses. Les Phéniciens, les Grecs, les Romains, les Arabes, les Français ont tous foulé le sol libanais. Plus récemment, ce sont les Israéliens, les Palestiniens et les Syriens qui ont désigné le Liban comme leur terre de combat. Ce pays, bien que l'un des plus petits au monde, est plus souvent qu'autrement l'épicentre des conflits au Proche-Orient.

Le Liban fait partie de l'Asie de l'Ouest et est compris dans ce que l'on appelle le Proche-Orient, c'est-à-dire l'ensemble formé par l'Égypte, Israël et la Syrie. Situé à l'est de la Méditerranée, il est entouré par la Syrie au nord et à l'ouest, tandis qu'Israël forme la routière sud du pays. Ses côtes ont longtemps favorisé le commerce, tandis que les régions montagneuses ont abrité des peuples en fuite ou des combattants. C'est dans ces montagnes que l'on retrouve le cèdre libanais appelé *Arz Ar-rab*, ce qui signifie arbre de Dieu.



**Le Liban vient juste de** sortir d'une guerre civile qui s'est étalée sur près de 15 ans, de 1975 à 1991. La situation reste toutefois fragile, étant donné l'incertitude politique qui règne chez son voisin du sud, Israël. D'ailleurs, certaines zones frontalières sont encore sous haute surveillance de la part de l'ONU. L'affrontement Palestiniens, Israéliens et Syriens est l'une des causes du conflit, autant que les luttes entre les différentes tendances musulmanes. Durant cette guerre, c'est plus du tiers de la population qui a fuit le Liban.

Plusieurs religions sont pratiquées au Liban, ce qui amène certains conflits idéologiques. L'islam et le christianisme restent néanmoins les religions les plus répandues.

Bien que le Liban soit frontalier avec le monde arabe, le français est parlé par une grande majorité

de la population, puisque la France y a régné jusqu'en 1943. L'arabe est toutefois le langage officiel du Liban. La coexistence de plusieurs ethnies sur le territoire libanais est à la source des autres langues telles que l'anglais, le kurde et l'arménien.

Pays prospère avant la guerre, le Liban est maintenant en reconstruction et ne lésine pas sur les efforts pour retrouver son statut de marché financier du Proche-Orient. Les musées nationaux se réédifient, les infrastructures se rebâtissent et même le système politique se remet sur pied. Tout ce remue-ménage ranime l'économie qui autrement est principalement basée sur l'agriculture. Les principaux produits récoltés sont les olives, les bananes, les agrumes ainsi que le raisin.

Les immigrants libanais se sont installés à tous les coins de la planète, amenant avec eux leurs coutumes et leur culture. Que soit dans un quartier new-yorkais ou londonien, la communauté libanaise est partout, même à l'Î.-P.-É. Souvent propriétaire de commerce de restauration, ils ont su nous faire goûter et apprécier leur cuisine originale qui est un mélange des épices d'Orient et du raffinement européen. Taboulé, *baklavas*, humus et pois chiches ainsi que le pain *pita*, originaire du Liban, nous plongent au cœur des saveurs libanaises. Le tout est ar-

rosé d'*Arak*, un alcool aromatisé à l'anis ou d'un café bien corsé. Du côté de la danse, ce sont les gestes impressionnants du *debke* chez les hommes et ceux envirants du baladi chez les femmes qui agrémentent la vie libanaise.

Bien qu'exposé au monde par un peuple réparti à la grandeur de la planète et des conflits animant l'actualité politique mondiale, le visage du Liban reste difficile à cerner, à découvrir. Pourtant, il nous laisse entrevoir des traits courageux, un regard profond, une silhouette envoûtante et, surtout, des sourires d'espoir chez ses habitants. ★

## Quelques statistiques

**Capitale :** Beyrouth

**Villes importantes :**

Tripoli et Tyre

**Population :**

3 449 578 habitants

**Langues parlées :**

arabe, français, anglais, kurde et arménien

**Religion :**

islam et christianisme

**Monnaie :** livre libanaise

**Système politique :**

République parlementaire

**Fête nationale :**

le 22 novembre

# Le Comité régional Rév. S.-E.-Perrey se réunit

Par Nicole **DROUIN**

L'assemblée générale annuelle du Comité régional Rév. S.-E.-Perrey a eu lieu le mercredi 21 avril 1999.

On a eu des rapports d'activités de la Coopérative du Club Ti-Pa, du bulletin communautaire, du Comité historique acadien du Prince-Ouest, du secteur acadien du bicentenaire, du Comité culturel et du Comité d'éducation française à Prince-Ouest.

Le Comité historique acadien de Prince-Ouest a fait les propositions suivantes :

1. Attendu qu'il n'est pas certain que tout soit émis dans nos deux langues officielles, il est proposé par le Comité historique acadien Prince-Ouest ltée que le Comité S.-E.-Perrey (Poirier) intervienne auprès de la Légion, du Comité du bicentenaire, de la paroisse et d'autres intervenants, pour que toutes plaques, tous monuments et toutes cérémonies officielles soient désormais bilingues.

2. Attendu que cette année marque le bicentenaire de Tignish fondé il y a deux cents ans par huit familles acadiennes; Attendu que cette année a été déclarée l'Année de la francophonie au Canada et, attendu que le Sommet de la Francophonie a lieu en Acadie cet été,



*Lors de l'assemblée annuelle du Comité régional S.-E.-Perrey, on voit, de gauche à droite, Nicole Drouin, employée, Sr Hermine Bernard, présidente et Anne-Marie Perry, secrétaire.*

il est proposé par le Comité historique acadien Prince-Ouest ltée que le Comité S.-E.-Perrey (Poirier) intervienne auprès de la municipalité, du Comité du bicentenaire et de la paroisse pour que tous les édifices publics, les monuments, les parcs etc. déploient le drapeau acadien durant toute l'année du bicentenaire et non seulement durant le Festival des Fondateurs.

3. Attendu que le Comité S.-E.-Perrey (Poirier) représente les Acadiens et les francophones de la région Prince-Ouest, il est proposé par le Comité historique acadien Prince-Ouest ltée que le Comité S.-E.-Perrey (Poirier) dé-

ploie le drapeau acadien allant sur l'extérieur de ses bureaux, soit suspendu à l'extérieur d'une fenêtre ou sur son toit et cela à titre permanent à partir de maintenant à l'occasion des fêtes du bicentenaire.

4. Attendu que le Comité S.-E.-Perrey (Poirier) organise une série de reconstitutions de l'arrivée des fondateurs de Tignish, il est proposé par le Comité historique acadien Prince-Ouest ltée que les Comité S.-E.-Perrey (Poirier) organise une reconstitution en octobre pour marquer le mois de l'arrivée de nos fondateurs, la raison même de notre bicentenaire cette année. ★

# Apprendre... pour mieux comprendre

NDLR : La publication de cette chronique s'inscrit dans le cadre d'un projet intitulé «Projet d'alphabétisation familiale francophone». Ce public reportage traite d'une héroïne qui a relevé le défi en alphabétisation. Nous espérons que ce reportage servira à encourager d'autres personnes, car il n'est jamais trop tard pour apprendre. Bonne lecture et merci à Thérèse Gallant d'avoir accepté de partager sa décision de retourner aux études.

## Du champ de patates au comptoir d'une banque...

C'est justement le cheminement que le retour aux études a permis à Thérèse Gallant de Saint-Chrysostome de faire. Ayant laissé l'école en onzième année, Thérèse dut se contenter pendant plusieurs années de travailler à l'usine de poissons et à la récolte de pommes de terre. Elle avoue avoir regretté son départ de l'école mais d'elle-même, n'avait pas le courage de reprendre la route de l'école.

Elle finit par s'inscrire à des cours de rattrapage scolaire plusieurs années passées, donnés par mesdames Lorraine Arsenault et Cécile Gallant à Abram-Village. Elle obtint son équivalence de douzième année en 1993, année où elle suivit des cours de français avec Yvette Arsenault. Elle prit ensuite l'initiative de suivre des cours d'introduction à

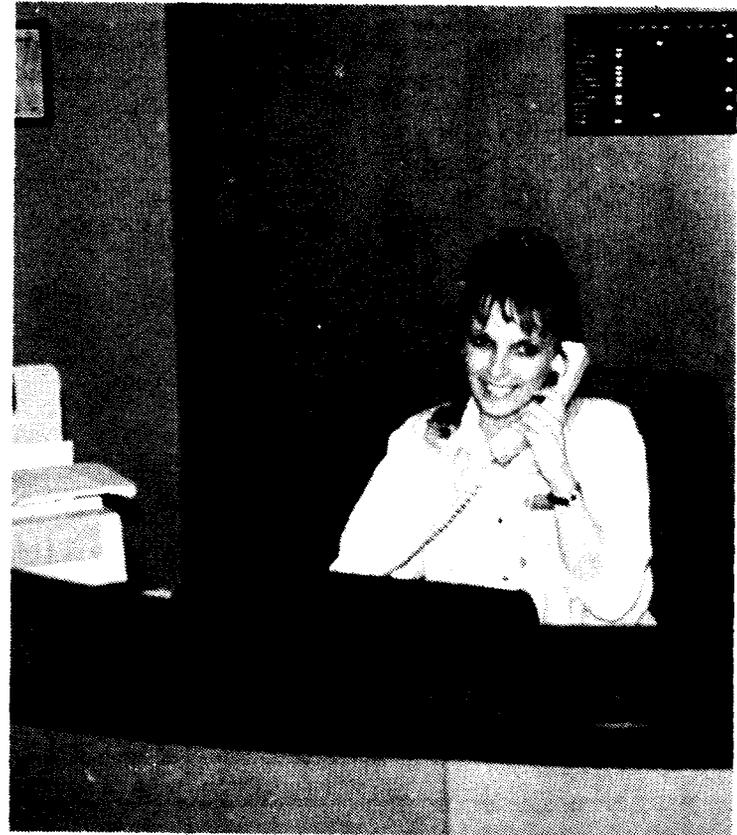
l'ordinateur et à la comptabilité puis, par après, elle participa à un programme de seize semaines parrainé par la Commission industrielle, maintenant nommée la Société de développement de la Baie acadienne. Pendant les huit semaines de formation, elle suivit des cours de français et de grammaire ainsi que des sessions pour augmenter sa confiance. Elle apprit à faire son curriculum vitae, puis vint son stage de travail qu'elle fit à la Banque Impériale de Commerce à Summerside.

Suite à ce stage, Thérèse finit par obtenir du travail à temps partiel à la banque et elle y est depuis. «Je travaille maintenant quatre jours par semaine à la banque. L'équipe avec qui je travaille est magnifique. Je suis bien contente d'être là.» À la banque, elle profite d'un temps

d'étude chaque semaine pour apprendre de nouvelles choses, surtout sur l'ordinateur. On l'encourage à utiliser son français avec les clients francophones car «je suis la seule bilingue là», dit-elle.

Thérèse a eu l'appui de ses soeurs qui l'ont encouragée à reprendre ses études. Etant d'une nature plutôt introvertie, elle se rappelle que ça la gênait de travailler en groupe, de parler d'elle-même. Mais elle a constaté que tout le monde là était pareil. Tous avaient les mêmes peurs. Elle occupe maintenant un poste qui lui plaît beaucoup et aime travailler avec le public.

Pour Thérèse, retourner aux études lui a valu la peine. «Il est important d'encourager les gens à retourner à l'école.» Apprendre nous donne de nouvelles options dans la vie!



# Jeffery **Gallant** se distingue par **sa** pensée

(J.L.) Le jeune Jeffery Gallant de Saint-Philippe dans la région Evangéline s'est distingué dans le cadre du concours du 11 novembre 1998. Ce concours, parrainé par la Légion royale canadienne, se déroule dans les écoles du Canada. Des gagnants provinciaux sont choisis dans plusieurs catégories, puis une sélection se fait au niveau du pays.

Jeffery, Gallant, en 8<sup>e</sup> année à l'école Evangéline a mérité le premier prix provincial dans la catégorie poésie chez les 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> années.

Son poème s'intitule «Ma pensée». «J'ai voulu justement parler de mes pensées par rapport aux soldats» dit Jeffery. Jeffery est le fils de Pam et Léonce Gallant. Philippe Roy, également de l'école Evangéline, a mérité un prix chez les 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> années, pour le poster qu'il avait dessiné.



*Sur la photo, on voit Jeffery Gallant qui reçoit un chèque de 35 \$ et un certificat des mains de Austin Poirier, président de la Légion de Wellington. ★*

# Marcia Arsenault se lance en affaires pour partager sa foi

Par **Jacinthe LAFOREST**

«C'est comme un désir de mon cœur, je voulais aider le monde à grandir dans leur foi, à travers les livres, les cassettes, les objets religieux) dit Marcia Arsenault de Saint-Nicholas, propriétaire du St. Jerome's Book Store, qui a ouvert officiellement ses portes vendredi dernier.

Marcia pense à ce projet depuis plus de 10 ans «mais le temps n'était jamais bien». L'année dernière, sa fille cadette, Tracy, est revenue d'un séjour de deux ans aux États-Unis. «Je lui ai dit : Tracy, je pense que le bon Dieu m'appelle à ouvrir un magasin pour aider les gens. Veux-tu être ma partenaire dans ce projet? Et elle a accepté» raconte Marcia Arsenault, avec simplicité.

A partir de ce moment, les deux femmes ont commencé à planifier leur boutique, à faire des recherches sur les produits et les services les plus en demande. Marcia a suivi un cours par l'entremise de la Société de développement de la Baie acadienne où elle a développé un plan d'affaires et de fil en aiguille, à force de foi dans

son projet, il s'est réalisé.

«On se fait connaître par les bulletins d'église et des événements divers. Les gens de Summerside et des environs sont d'un grand appui. Ils nous encouragent beaucoup», dit-elle.

La librairie Saint-Jérôme n'est pas grande mais il y en a du stock dedans comme on dit.

«J'essais de tenir une bonne variété de produits, on a des livres, en français et en anglais, des cassettes, des cadeaux de confirmation, de communion. J'ai aussi un bon assortiment de plaques décoratives avec des pensées spirituelles imprimées dessus, en français et en anglais, J'ai aussi des catalogues que mes clients peuvent consulter et commander des objets qui vont les aider à grandir dans leur foi et à affirmer leur foi».

«Cela me donne plaisir de partager ma foi. La plupart des gens veulent parler de leur foi d'une manière ou d'une autre. Tout le monde cherche et veut parler. Et puis, j'aime à écouter les histoires que les gens me racontent. Cela ne me déplaît pas du tout d'entrer

à l'ouvrage le matin.

Le magasin, situé au 271, de la rue Water à Summerside, ouvre chaque matin à 10 h et ferme à 17 h, sauf les vendredis où il reste ouvert jusqu'à 18 h. Naturellement, la librairie Saint-Jérôme est fermée le dimanche.

Marcia Arsenault et Ray, son mari, ont trois enfants. Toute la famille est très croyante. Tracy, la cadette de 21 ans, revient d'un

séjour de deux ans aux États-Unis où elle a été bénévole dans une école du Rhodes Island. Elle aidait des jeunes filles espagnoles issues de familles riches à apprendre l'anglais.

Le plus vieux, Todd, est au séminaire à New York depuis 5 ans. Il se destine au missionariat. L'autre fille, âgée de 25 ans, termine ses études au Mexique présentement. Elle est

ce qu'on appelle une «laïque consacrée».

«On a essayé, mon mari et moi de communiquer notre foi à nos enfants, mais c'est aussi la grâce de Dieu, ils ont répondu à l'appel» dit-elle.

Pendant 20 ans, la famille a vécu en Nouvelle-Écosse. «Nous n'avions pas de parenté, alors nous étions très proches les uns des autres». ★



Marcia Arsenault et sa fille Tracy ont été très occupées vendredi dernier, jour de l'ouverture officielle du St. Jerome's Book Store, la librairie Saint-Jérôme. «On a choisi ce nom car Saint-jérôme est le patron des bibliothécaires et des libraires» dit Marcia Arsenault. La cliente est Diane Painchaud de Wellington. ★

# Depuis le 1<sup>er</sup> mai, TVA est «partout» au pays

(Ottawa **APF**) En vertu d'une ordonnance rendue par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) en février dernier, tous les câblodistributeurs comptant plus de 2000 abonnés ont l'obligation de diffuser sans frais supplémentaires, le signal du réseau TVA sur leurs **service** de base à compter du 1<sup>er</sup> mai. À partir de ce moment-là, TVA doit offrir une programmation nationale, qui parle à tous les Canadiens de langue française.

Le vice-président à la programmation, Philippe Lapointe, explique que TVA a l'intention d'aborder ce nouveau marché «graduellement et **modestement**», d'autant plus que le mois de mai est une période assez creuse côté programmation.

M. Lapointe dit vouloir éviter la folklorisation et la ghettoïsation

des francophones de l'extérieur du Québec.

On ne s'attardera donc pas au problème de l'assimilation et des autres difficultés des communautés francophones hors Québec et TVA va faire les choses à la «manière TVA».

Les francophones peuvent apprécier (ou non) «la manière **TVA**» depuis le dimanche 2 mai, avec l'entrée en ondes du nouveau magazine d'information hebdomadaire de **30** minutes, VIA TVA.

Les bulletins d'information ne **feront** pas systématiquement de place aux nouvelles de la francophonie canadienne, par contre, TVA confirme avoir l'intention de suivre l'actualité francophone grâce à un réseau de correspondants un peu partout au pays.

On diffusera six émissions spéciales portant sur des **événements**

socio-culturels de la francophonie canadienne. Il est d'ores et déjà assuré que les premiers Jeux de la francophonie canadienne (à **Memramook**), auront droit à **une émission** spéciale d'une heure et qu'on couvrira le Sommet de la Francophonie à Moncton en septembre.

Mentionnons que pour «forger **des** liens privilégiés» avec les communautés francophones et francophiles, le réseau TVA a créé un comité formé de neuf chefs de file des différents communautés francophones du Canada pour l'aider à mieux «cerner les attentes et les goûts de ces groupes». Ces chefs sont Marie Bourgeois, Aubrey Cormier, **Aldéa** Landry, Daniel Lavoie, John Parisella, Bob Rae, Claudette Tardif, Aurèle Thériault et Jean Watters. ★

# Un chœur de 225 voix pour le Sommet de la Francophonie



La chorale de la Cantate pour l'Acadie va compter environ 250 personnes, la plupart du N.-B. Par contre, un groupe de l'Î.-P.-É. a décidé de se joindre à l'aventure et s'est rendu à Saint-Antoine de Kent, samedi, pour une première pratique. En compagnie d'André Beaumier (à droite) du Centre À Coeur Joie, on voit, partant de la gauche, Sr Marie Arsenault et Donna Lavoie de Chaylottetown, Joanne Bieley de Montague, Mira Marut-Lavoie de Chaylottetown, Anne Lebac Lux et Lise Morin de Montague.

Par Jacinthe LAFOREST

Dans le cadre des activités entourant la tenue du Sommet de la Francophonie à Moncton au mois de septembre, un chœur de 225 voix environ présentera la Cantate pour l'Acadie, connue à l'origine sous le nom de Petite suite acadienne.

Le samedi 1<sup>er</sup> mai à Saint-Antoine au Nouveau Brunswick, à l'ombre du tout nouveau centre national du mouvement À coeur joie, plus de 70 personnes se sont réunies pour une répétition, incluant six personnes de l'Î.-P.-É. Il y a des répétitions en diverses régions, pour accommoder le plus de gens possible.

La Cantate pour l'Acadie a été écrite par un Français, du

nom de Bernard Lallemand. Selon André Beaumier, qui est le directeur du Centre À Coeur Joie, Bernard Lallemand est un diplomate qui a une très bonne connaissance de la musique et qui s'intéresse particulièrement à sauvegarder le folklore. En 1976, à l'occasion des Choralies internationales, il a rencontré Aline O'Brien, directrice de chœur de chant très connue en Acadie, qui lui a fait aimer le folklore acadien, qui est pour la plupart, d'origine française.

M. Lallemand est revenu participer aux Arcadiades de Saint-Antoine en 1990 et c'est dans le cadre de cet événement qu'on a présenté, en première, la Petite suite acadienne. Un an plus tard, Bernard Lallemand va enregistrer sur disque l'oeuvre, rebaptisée pour l'occasion Cantate pour l'Acadie.

L'oeuvre est interprétée sur cet enregistrement, le seul qui existe, par la Chorale Franco-Allemande de Paris, une chorale qui a été fondée par M. Lallemand, afin de rapprocher les deux pays dans les années suivant la fin de la Seconde Guerre mondiale.

C'est cette oeuvre qu'on va interpréter le dimanche 29 août à l'Auditorium du Moncton High School, une salle qui contient 1300 sièges. Le concert sera offert à la population locale et touristique, de même qu'aux membres des délégations, aux visiteurs qui précéderont les quelque 52 chefs d'État invités. Le concert sera dirigé par Monique Richard, qui est présentement la directrice de la Chorale Beauséjour, un chœur féminin. ★

# Une Américaine d'origine acadienne rend hommage à Tignish

Par Jacinthe **LAFORÉST**

Anne Chaisson-Manson vit au Maine depuis plusieurs années avec son mari Donald, mais elle est née au Massachussets. Son grand-père, descendant de Jacques Chaisson, l'un des fondateurs de Tignish, a reçu à son mariage un morceau de terre non loin de l'église de Palmer Road. Plusieurs enfants sont nés à Palmer Road, puis la famille s'est exilée vers le Massachussets et d'autres enfants sont nés, incluant le père de Anne.

Anne Manson est une artiste du textile et elle fait aussi de la peinture à l'huile. De façon à souligner le bicentenaire de Tignish, elle a conçu une courtepointe qui allie la magie du tissu, des textures, des couleurs, le tout dans une oeuvre qui vaut le coup d'oeil.

Lors du vernissage de l'exposition *Les Acadiens de Tignish : deux siècles d'histoire*, la courtepointe et l'artisane ont attiré l'attention d'un grand nombre de personnes, toutes curieuses et impressionnées du travail de l'artiste. La question qui revenait le plus souvent c'est: «Combien de temps cela vous a pris?» et la réponse...«J'ai commencé en 1992, mais je n'y travaillais pas à plein temps. Lorsque j'ai entendu parler du bicentenaire en 1996, j'ai voulu la compléter» expliquait-elle aux gens.

«J'ai essayé de respecter l'histoire le plus possible et de faire des

représentations les plus exactes possibles» dit-elle.

Par exemple, le carreau intitulé «Rosace» qui représente le vitrail rond de l'église Immaculée Conception de Palmer Road, lui a demandé un an de travail environ, deux voyages à l'Île pour vérifier les détails et prendre des photographies en gros plans. Elle admet elle-même que ce carreau de 30 pouces sur 30 était toute une entreprise. Les artistes et artisans qui visitent l'exposition au Musée acadien pourront se rendre compte du montant de travail et d'expertise déployés pour rendre cette rosace.

La courtepointe comprend pas moins de 17 carreaux représentant tous les aspects de la vie à Tignish et dans la région, ainsi que diverses époques, depuis la fondation.

Anne Chaisson-Manson avoue que son carreau préféré est celui qui représente l'église Saint-Simon-et-Saint-Judes de Tignish. «Cette église a été construite en 1861 et mon grand-père, Angus Chiasson, en était l'un des paroissiens jusqu'à ce qu'il se marie. Mon arrière-grand-père Sylvain Chiasson et son père Cyprien faisaient aussi partie de cette paroisse.

On peut admirer cette courtepointe et l'exposition au complet au Musée acadien à Miscouche, jusqu'au mois d'août 1999, et peut-être même jusqu'en novembre.



# Quel est l'engagement du Canada au KOSOVO

Extrait d'un discours de Jean Chrétien, prononcé à la Chambre des communes le 27 avril

Notre gouvernement a promis de tenir à la fois cette Chambre et le peuple du Canada au courant de l'étendue et de la nature de l'engagement du Canada dans la crise humanitaire au Kosovo. Des séances d'information à l'intention des parlementaires ont été tenues sur une base régulière. Et nous avons discuté de tous les aspects de la crise au cours de la période des questions et des débats tenus en cette Chambre.

La Chambre se souviendra

qu'avant d'entreprendre toute opération militaire contre le gouvernement de Slobodan Milosevic, l'OTAN avait planifié le déploiement d'une force internationale au Kosovo et ce, afin d'assurer l'application d'une paix équitable dans cette province troublée. Les députés se souviendront aussi avoir débattu, en février dernier, le bien-fondé d'une participation canadienne à une telle force. Notre participation éventuelle avait alors obtenu un vaste appui

de tous les partis.

Je désire maintenant informer la Chambre que le Canada a reçu de l'OTAN une requête formelle, nous demandant de commencer le déploiement de notre portion des forces de mise en application de la paix dans l'ancienne république yougoslave de la Macédoine. Aujourd'hui, nous avons l'intention d'informer l'OTAN que notre gouvernement entend répondre positivement à cette requête.

Mon collègue, le ministre de la Défense nationale, fournira les détails à l'échéancier de ce déploiement. Environ 800 membres des Forces canadiennes se joindront aux 12 000 soldats de l'OTAN qui ont déjà été mis en place dans l'ancienne république yougoslave de la Macédoine afin de se rendre au Kosovo dans le cadre d'un règlement de la paix.

Monsieur le Président, je tiens à assurer les honorables députés de cette Chambre que l'objectif de ce déploiement se situe à l'intérieur des limites débattues par la Chambre. Son seul but est d'appuyer l'objectif principal que le Canada, et tous nos alliés de l'OTAN, poursuivent depuis plusieurs années au Kosovo : une paix juste et équitable. Un règlement qui fait en sorte que les Kosovars puissent vivre de nouveau dans la paix et la sécurité. Qui garantit que la machine de guerre responsable de la répression et des atrocités commises à

leur égard soit éliminée. Et qu'ils puissent enfin retourner chez eux en toute sécurité.

À titre de Premier ministre, je suis très fier de constater que les députés des deux côtés de cette Chambre se sont prononcés avec éloquence en faveur de ces principes. Et qu'ils ont donné leur appui à un rôle pour le Canada dans leur mise en application. En tant qu'entité législative, nous avons donné une voix aux valeurs de tolérance et de justice si chères aux Canadiens et aux Canadiennes.

Comme le savent les Canadiens, le gouvernement, en collaboration avec nos alliés de l'OTAN, participe à l'élaboration d'une solution diplomatique à cette crise. C'est pourquoi le ministre des Affaires étrangères se rendra cette semaine à Moscou, afin de rencontrer les représentants de la Russie et le Secrétaire général des Nations-Unies.

Je pense que la voie militaire et diplomatique dans laquelle s'est engagée l'OTAN nous permettra, à terme, d'arriver à une juste solution à cette crise.

Toutefois, monsieur le Président, je tiens à assurer tous les députés que si l'OTAN devait demander au Canada de déployer ses troupes en vue de missions de combat, nous consulterons cette Chambre avant d'arriver à une décision finale. ★

Jean Chrétien

## Faisons-nous fausse mute?

À la une de LA VOIX ACADIENNE cette semaine, vous avez lu un article qui fait suite aux actes de violence qui se sont produits récemment dans les écoles américaines, canadiennes et même, qui ont eu des échos jusque dans nos petites écoles. À cause de l'importance du sujet, il était normal de le placer en vedette. Mais à cause de la nature même du sujet, la décision n'était pas évidente. Tous les travailleurs des médias s'interrogent ces jours-ci sur leur rôle par rapport à la montée de la violence.

LA VOIX ACADIENNE ne donne pas dans la sensation, c'est certain. Par contre, le simple fait de parler d'un sujet, de lui accorder de l'attention, nous rend-il responsable de la répétition éventuelle de l'événement?

Lorsque ledit événement est positif, on ne se pose pas la question, mais lorsqu'il s'agit d'actes de violence qui se ressemblent et qui sont commis par des gens qui n'ont pas d'autres contacts entre eux que ce qu'on raconte dans les médias, ou sur Internet, il faut se poser la question. Et la poser ne veut pas dire y répondre.

L'autre sujet qui a attiré notre attention cette semaine est la situation qui semble s'envenimer entre *Kids R First* et sa filiale Enfants en premier, et tous les services qui dépendent des bonnes relations

et du maintien d'un personnel stable dans un endroit adéquat.

Je ne sais pas qui a tort et qui a raison. Par contre, ce malentendu n'est sans doute que le symptôme d'un malaise plus profond. La Coalition actions pour enfants, pourtant dûment incorporée, tout comme les six autres coalitions de l'Île-du-Prince-Édouard, n'a jamais été reconnue par Santé Canada, au même titre que les autres. On invoque un retard dans la présentation des projets. Cela fait plus de cinq ans. Depuis ce temps, Santé Canada a renouvelé des programmes et le budget de 1999 contenait de bonnes nouvelles pour les programmes destinés à la petite enfance.

Il serait temps de rectifier la situation, d'accorder à la Coalition actions pour enfants le plein pouvoir de gérer des budgets suffisants qui lui permettraient de desservir sa clientèle, au même titre que les autres coalitions, afin de ne plus dépendre d'un programme «out reach» géré par des anglophones. Les services qui sont offerts sont excellents présentement, mais comme on a pu le lire à la page 3, ils dépendent un peu trop de la bonne volonté de l'organisme qui pour l'instant, a la responsabilité des services. ★

Jacinthe **Laforest**

# Élus par acclamation

(J.L.) Il n'y aura pas d'élections scolaires le 17 mai au sein de la Commission scolaire de langue française. Au terme de l'appel des nominations, qui a pris fin à 16 heures le **vendredi** 30 avril, on a eu juste assez de **candidatures** pour combler les **neuf** postes répartis dans les cinq zones.

Voici donc les noms retenus dans les **zones** correspondantes :

## **Zone 1 (Évangéline)**

Brenda Arsenault

Yvonne Arsenault

Marie Bernard

Jay Gallant

Zone 2 (*Prince-Ouest*)

Réjeanne Doucette

Zone 3 (*Summerside*)

Stéphane Ferland

Zone 4 (*Rustico*)

René Doiron

Zone 5 (*Charlottetown*)

Ulysse Robichaud

Rita Schyle-Arsenault

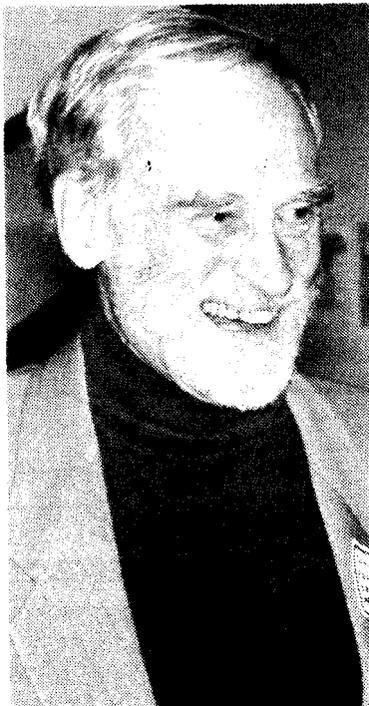
La Commission scolaire de langue française fonctionne en français seulement. Les nouveaux commissaires vont débiter leur mandat le 1<sup>er</sup> juillet prochain. ★

# L'éducation aux arts est essentielle à l'être humain

Par **Jacinthe LAFOREST**

Le président du Conseil des arts du Canada, Jean-Louis Roux, n'y va pas par quatre chemins. L'éducation aux arts en milieu scolaire est essentielle au développement d'êtres humains plus complets. «Bien sûr, en ayant une meilleure connaissance des arts, nous sommes de meilleurs consommateurs d'art, mais aussi il y a plein d'études qui confirment que les enfants qui suivent des cours d'art et de musique notamment, ont aussi plus de facilité dans les sciences pures et d'autres matières non artistiques. On devrait partir de ces études pour tenter de convaincre les décideurs politiques de l'importance des arts dans les écoles».

Jean-Louis Roux est bien conscient que le Conseil des arts du Canada n'a pas de juridiction en matière de curriculum scolaire. Par contre, il a affirmé son engagement à solliciter une rencontre avec les ministres de l'Éducation du Canada, lors de leur prochaine rencontre annuelle. «Je veux quelques minutes seulement pour tenter de leur faire comprendre à quel point les arts



*Le président du Conseil des arts du Canada, le comédien Jean-Louis Roux, était de passage à Charlottetown vendredi et samedi pour rencontrer les artistes et la presse, dans un cadre informel.*

sont importants à une société», dit-il.

«Je ne veux pas dire que l'enseignement des arts est la solution à tous les problèmes de notre société» dit-il. Par contre,

il a cité l'exemple d'un quartier défavorisé de Winnipeg où l'on a ouvert un centre de jeunes axé sur l'expression artistique. «On a remarqué que les actes de violence juvénile dans ce quartier avaient considérablement diminué» a-t-il affirmé.

Le Conseil des arts du Canada encourage le développement des arts en donnant des subventions à des groupes ou des individus dont les projets sont jugés méritoires. «Nous avons un budget annuel de 109 millions de dollars. Avec cet argent, nous pouvons approuver environ une demande sur une moyenne de cinq à huit, selon les disciplines, les années, les provinces et-régions. L'an dernier, à l'Ile-du-Prince-Édouard, un total de 400 000 \$ a été accordé en subventions» dit Jean-Louis Roux.

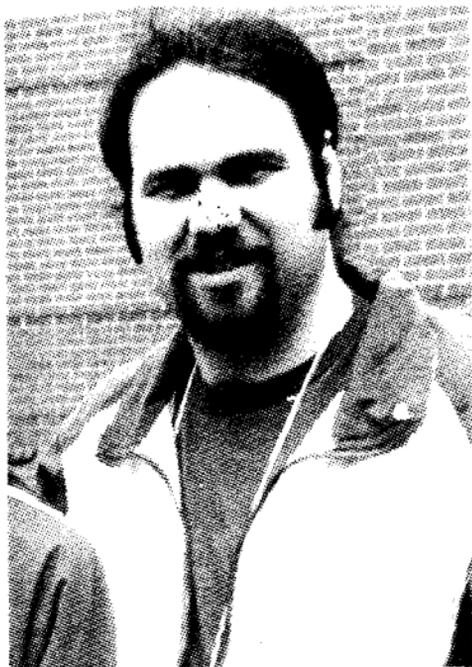
Malgré qu'en 42 ans d'existence, le Conseil des arts du Canada a beaucoup contribué à l'avancement des arts, Jean-Louis Roux trouve qu'on a encore beaucoup à faire pour faire reconnaître la valeur et l'importance des arts pour la qualité de vie des citoyens. «Nous avons un travail à faire auprès de nos élus à tous les paliers», dit-il. ★

# Éric Landry mérite La Pomme d'or

(J.L.) Éric Landry, enseignant à l'école François-Buote depuis quelques années, est le récipiendaire du prix annuel La Pomme d'or, remis par l'Association des enseignantes et enseignants de langue française de l'Î.-P.-É. Le président de l'Association, Gérald Morin, a dit d'Éric Landry qu'il «incarne l'enseignant qui se donne à 100 pour cent autant auprès de ses élèves que de ses collègues».

On le dit toujours disponible, prêt à aider et accessible. «En plus de sa charge d'enseignant, il est responsable de nombreux dossiers dans lesquels il déploie toutes ses qualités : l'informatique, l'Expo-sciences, les Jeux de l'Acadie, l'animation culturelle et le développement communautaire».

Selon Gérald Morin, Éric Landry



est un enseignant dynamique qui fait beaucoup de bien à son école par son explication, son approche, son dévouement, sa personnalité et son professionnalisme. ★

# Les services aux enfants de 0 à 6 ans sont compromis

Par Jacinthe **LAFORÉST**

Enfants en premier, filiale francophone de *Kids R First*, est logée à la Coopérative du Centre de santé Évangéline depuis deux ans environ.

L'agente de dépistage (*out reach*) à temps plein, Yvonne Gallant, y a son pied à terre et y passe environ 15 heures par semaine. Le reste du temps, elle est sur les lieux des activités qu'elle organise.

Le local qui lui sert de bureau abrite aussi le bureau du programme de Nutrition prénatale, pour lequel Léona Bernard travaille à temps partiel, environ 13 à 15 heures par semaine.

La Coopérative du Centre de santé Évangéline a fixé le montant du loyer à 430 \$ par mois.

C'est la coalition *Kids R First*, qui dessert toute la région Prince Est, qui assume les dépenses de sa filiale Enfants en premier. Cela inclut les salaires, les déplacements et la portion du loyer qui lui revient.

C'est justement l'argent alloué à la location du local qui cause des frictions ces temps-ci. En effet, *Kids R First* a laissé entendre à sa filiale Enfants en premier qu'elle trouvait le loyer trop dispendieux et qu'elle réduirait le montant qu'elle accorde à cette dépense.

«Lorsque nous nous sommes entendus pour louer ce local, il semblait idéal. Les travaux n'étaient pas finis et cela paraissait assez grand pour faire toutes les activités. De plus nous aimions l'idée que d'autres services touchant les enfants de 0 à 6 ans étaient offerts sur les lieux. Mais après que le local a été meublé et tout, nous nous sommes aperçus que les activités ne pouvaient pas avoir lieu là. Pour nous, à *Kids R First*, cela représente des dépenses qui n'étaient pas prévues : des déplacements, parfois des frais de location pour tenir des activités, mais le plus important est que parce que notre employée est souvent absente du bureau, nous avons dû embaucher une personne pour assurer une pré-

sence continue et faire le travail de bureau. Ce sont autant de dépenses qui n'étaient pas prévues» explique Laura Quinn, directrice générale de *Kids R First*, dont le bureau est à Summerside.

*Kids R First* a deux autres filiales «de dépistage» (*out reach*), l'une à Borden et l'autre à Kensington. «Les deux ensemble nous coûtent 95 \$ par mois en loyer. C'est sûr que les communautés assument une partie des frais» dit Mme Quinn.

Bernice Arsenault, qui est présidente de la Coopérative du Centre de santé Évangéline, dit que la situation n'est pas facile. «Nous ne voulons pas perdre nos locataires. Si nous n'avions pas besoin du 430 \$ par mois, ce serait facile de décider de baisser le loyer, mais on a des factures, on a fait faire des travaux quand ils ont décidé de louer l'espace. On veut payer les travaux et on n'a pas des gros surplus» dit la présidente.

En plus de mettre la Coopérative dans une situation délicate, le départ potentiel d'Enfants en premier pourrait aussi forcer le

déménagement du programme de Nutrition prénatale.

Tous ces programmes sont financés par Santé Canada. Le programme de Nutrition prénatale est la responsabilité de la Coalition actions pour enfants, qui est la seule coalition francophone de l'Île-du-Prince-Édouard. Elle reçoit 14 000 \$ par année pour ce programme: mais elle ne reçoit rien du Programme Actions pour enfants de Santé Canada, contrairement aux autres coalitions et notamment *Kids R First*.

Le budget de *Kids R First* pour l'année 1999-2000 est de 239 000 \$, somme qui inclut un montant de 40 000 \$ qui lui est alloué par Santé Canada, spécialement pour desservir les francophones.

«L'année dernière, nous avons dépensé 52 000 \$, pour nos services en français dans la région Évangéline et à Summerside» affirme Laura Quinn.

Lorsqu'on demande à Beth Sherwood, gestionnaire des programmes concernés au bureau régional de Santé Canada, à Halifax, pourquoi on ne pourrait pas financer directement la coalition francophone Actions pour en-

fants, au même titre que les autres coalitions, elle répond ceci «Nous sommes liés par des contrats aux coalitions que nous finançons. Par contre, si *Kids R First* nous demandait de réduire leur budget parce qu'ils ne veulent plus offrir les services aux francophones, nous serions obligés de chercher des solutions de rechange» dit Beth Sherwood. Elle affirme par ailleurs que 40 000 \$ ne suffirait pas à la mise sur pied d'un centre de ressources familiale permanent. «Au sein du comité mixte de gestion, nous avons décidé il y a longtemps de faire du service aux familles francophones une priorité pour nous, si les budgets du Programme d'Action pour enfants étaient augmentés». Elle affirme aussi que dans la recherche d'une solution, elle a initié un contact par lettre avec la SSTA avant Noël dernier, lettre qui est restée sans réponse, assure-t-elle.

À *Kids R First*, Laura Quinn affirme que la décision de réduire le loyer n'est pas coulée dans le béton et qu'une réunion est prévue mercredi soir, au cours de laquelle la question sera abordée de nouveau. ★

# Les personnes: âgées sont victimes d'injustice

(NDLR) *Le comité Le Bel âge dans la région Évangéline a été capable d'améliorer beaucoup la qualité de la vie des aînés au cours des dernières années. Mais le financement qui a permis au comité de faire tout cela est terminé. M. Adélard Gallant, président du comité, a lancé un appel dans un message que nous publions cette semaine.*

La raison pour laquelle le comité Le Bel âge a été fondé dans la région Évangéline, avec neuf volontaires, c'est pour travailler à rendre la vie plus agréable pour toutes les personnes âgées de notre région.

Durant les quatre dernières années, on a organisé bien des réunions, sur la santé, sur les médicaments, la nutrition, la sécurité, la protection contre les incendies, et sur la loi. Ces rencontres nous donnent de bonnes informations, et nous rafraîchissent la mémoire.

Une des raisons qu'on a pu faire toutes ces choses, c'est que dans les trois dernières années, on a réussi à trouver des fonds du programme Nouveaux Horizons, la PEI Development Agency et le ministère des Ressources hu-

maines. On a pu embaucher une coordonnatrice à plein temps pour travailler avec tous les groupes de personnes âgées de notre région, dans beaucoup de projets. Notre coordonnatrice actuelle est Carmella Richard.

L'argent pour embaucher une coordonnatrice ne tombe pas des nuages. On a dû faire des demandes, des tournées, des appels téléphoniques et la tâche devient plus difficile.

Pour rendre notre service aux aînés de la région plus stable, le comité Le Bel âge a fait demande au gouvernement pour des fonds qui viennent d'Ottawa pour les minorités françaises dans notre province. Ce sont des programmes très compliqués. Le comité Le Bel âge a contacté les fonction-



naires qui sont responsables pour la distribution de ces fonds. On leur a expliqué les besoins d'avoir une coordonnatrice pour travailler avec les aînés dans la région Évangéline. On leur a demandé de nous aider à mettre un projet sur pied. Ils nous ont suggéré de faire une demande au ministère provincial de la Santé. On a fait une application en octobre 1998

pour des fonds pour trois ans, c'est-à-dire 1999, 2000 et 2001. On a attendu durant les derniers six mois. Il semble que l'argent est venu d'Ottawa, mais qu'il n'y en n'a pas pour les aînés francophone". On nous dit qu'il y a trop de projets.

Après le 5 juin, on n'aura plus d'argent, plus de coordonnatrice, plus de réunions. Nos personnes âgées qui ont travaillé dur dans la région pour aider à bâtir toutes les belles choses qu'on a et qui sont aujourd'hui au Chez-Nous sont bien soignées mais elles ont besoin d'un programme d'exercice et de divertissement, et c'est pour ça que le comité Le Bel âge a fait beaucoup pour nos résidents du Chez-Nous.

Refuser de donner de l'argent pour aider les personnes âgées dans la région Évangéline, en cette Année internationale des personnes âgées, c'est de faire une grave injustice, surtout quand on considère tous les services qui sont offerts dans nos régions avec les fonds pour les minorités françaises. On a de l'argent pour tous les âges, excepté pour les personnes âgées. ★

Adélard Gallant

# La dernière récession a miné la confiance de nombreux Canadiens.

Ottawa (APF): Même si l'économie a pris du mieux depuis le début des années 90, nombreux sont les Canadiens qui craignent de perdre leur emploi, qui sont endettés jusqu'au cou et qui ont un taux d'épargne proche du zéro absolu.

C'est du moins ce qui ressort à la lecture de l'Indice de sécurité personnelle (ISP) une nouvelle mesure du bonheur des Canadiens élaborée par le Conseil de développement social (CCDS), en collaboration avec le Bureau d'assurance du Canada, Santé Canada et le Centre national de prévention du crime.

Cette mesure combine à la fois des données exactes sur la situation économique et physique des Canadiens, avec d'autres informations sur la perception des Canadiens sur leur sécurité d'emploi, l'accès aux soins de santé et leur exposition à la criminalité.

De toute évidence, la récession du début des années 90 et les compressions budgétaires imposées par les gouvernements ont laissé des traces profondes dans l'imaginaire collectif des Canadiens. La preuve : pas moins de 30 pour cent pensent qu'ils risquent de perdre leur emploi au cours des prochaines années.

Ce sont surtout les Canadiens avec un revenu de moins de 40 000 \$ et qui ne possédaient pas de diplôme secondaire qui

étaient les plus inquiets de perdre leur emploi. Les plus pessimistes résidaient en Atlantique et en Colombie-Britannique, les plus optimistes au Québec, en Alberta et en Saskatchewan.

Ils sont 40 pour cent à ne pas croire être en mesure de se trouver un travail équivalent dans les six mois qui suivraient une perte d'emploi. Les jeunes diplômés universitaires ayant un revenu de plus de 60 000 \$ et une majorité de citoyens de l'Alberta et de la Saskatchewan étaient ceux qui avaient le plus confiance en leur bonne étoile. Les citoyens du Québec et de l'Atlantique étaient moins optimistes à ce chapitre.

Même si le revenu des Canadiens s'est légèrement amélioré en 1998, une première depuis le début de la décennie, seulement 56 pour cent considéraient avoir un revenu suffisant pour répondre aux besoins essentiels de leur famille. Les citoyens de la Colombie-Britannique et de la Saskatchewan étaient le plus souvent insatisfaits de leur revenu, alors que ceux de l'Ontario et de l'Alberta avaient le plus tendance à déclarer un revenu suffisant.

Selon le CCDS, cette inquiétude économique se reflète clairement dans le niveau d'endettement record. La dette moyenne des ménages est maintenant plus élevée que le revenu annuel disponible. Pour bien des Canadiens,

l'augmentation de la dette personnelle s'expliquait surtout par l'ampleur de leur hypothèque, qui représentait 72 pour cent du revenu disponible en 1998.

En fait les Canadiens sont tellement endettés que si ceux et celles en âge de travailler perdaient leur emploi en même temps que leur partenaire, 29 pour cent n'auraient pas suffisamment d'épargnes pour subvenir à leurs besoins pendant plus d'un mois. Seulement 9 pour cent auraient des ressources suffisantes pour survivre un an. Les Canadiens vivant dans l'Ouest, sauf ceux de l'Alberta, étaient les plus nombreux à se sentir financièrement vulnérables advenant la perte de leur emploi.

Et le temps où les Canadiens s'en remettaient tout naturellement à l'assurance-chômage pour les tirer d'impasse est bien révolu. Seulement un citoyen sur quatre dit faire confiance au programme d'assurance-emploi pour couvrir ses besoins pendant qu'il cherche un nouvel emploi. La confiance dans les programmes gouvernementaux était plus élevée au Québec et plus basse en Atlantique et dans l'Ouest.

## Sécurité personnelle

Si les Canadiens sont nombreux à vivre d'insécurité financière, ils sont tout aussi nombreux à se dire en bonne santé physique.

Plus de 75 pour cent se disaient en très bonne ou en excellente santé, mais ce pourcentage tombait à 66 pour cent chez ceux qui avaient un revenu de moins de 20 000 \$. En proportion, les citoyens de la Saskatchewan et de l'Atlantique étaient plus nombreux à se déclarer en mauvaise santé.

Plus du quart des Canadiens disaient mener une vie extrêmement stressante (26 pour cent) et 56 pour cent pensaient que leur vie était moyennement stressante. Les résidents de l'Ontario et de l'Atlantique disaient avoir la vie la plus stressante, alors que ceux du Québec et de la Colombie-Britannique indiquaient, le moins de stress.

Malgré les bouleversements dans les soins de santé, 60 pour cent des Canadiens avaient confiance d'avoir accès à des soins d'urgence au besoin. Les Québécois étaient les plus optimistes à cet égard, alors que les citoyens de la Saskatchewan et de la Colombie-Britannique étaient les moins optimistes en ce qui concerne l'accès aux soins d'urgence.

Finalement, trois Canadiens sur quatre se sentaient à l'abri de la criminalité violente et deux sur trois du crime à la propriété. Le sentiment de sécurité était surtout élevé en Atlantique et diminuait graduellement d'Est en Ouest. ★